

PRÉFACE

Souvent on m'a demandé pourquoi, dans mes romans, je transmettais une image si noire et si mélancolique de la sexualité. Je me suis interrogée et me sont revenus mes souvenirs d'adolescente, à Rabat, dans les années 1990. À l'époque, la sexualité était pour moi associée au danger, à la violence et au secret. Danger de tomber enceinte sans l'avoir voulu et de ne pas pouvoir me faire avorter dans ce pays où c'est illégal. Bien sûr, je ne risquais pas, moi, d'être mise dehors par ma famille, mais je savais que cela arrivait tous les jours et qu'il suffisait de se rendre à la gare routière de Casablanca – ce que j'ai fait des années plus tard – pour voir arriver ces filles « déshonorées » dont personne ne voulait plus. Violence car, comme beaucoup de femmes, j'ai grandi avec la crainte d'être violée ou, en tout cas, avec la conscience que cela pouvait arriver. Et, à cet égard, je pensais que je serais non seulement une victime, mais aussi une femme salie dont le destin serait brisé. Le secret enfin, car, dans un pays où les relations sexuelles hors mariage sont interdites, où l'homosexualité est un délit, la vie sexuelle est bien souvent cachée, niée, dissimulée à ceux qui vous entourent.

Bientôt, ces sentiments intimes ont fait le lit de mes convictions politiques. Grâce à mes lectures, grâce à Simone de Beauvoir, Fatima Mernissi ou Élisabeth Badinter, grâce aux combats de Simone Veil, j'ai compris que l'on ne pouvait pas jouer pleinement son rôle de citoyen, qu'on ne pouvait pas accéder à la dignité quand son droit à disposer de son corps était nié. J'ai pris conscience, aussi, que cette femme qui avait été violée dans mon quartier et qui avait enterré son enfant à peine né n'avait pas eu d'autre issue, parce qu'elle était pauvre et qu'elle était une exclue ; et que, en termes de sexualité, les inégalités sociales jouaient un rôle fondamental. Comme l'avait fait remarquer Simone Veil à la tribune de l'Assemblée nationale, que vaut une loi que les riches peuvent contourner et dont les pauvres sont les victimes ?

Aujourd'hui, il me semble qu'il y a de nombreuses raisons d'espérer, même si, comme le révèle ce livre bouleversant, la situation des droits sexuels au Maghreb donne lieu à d'innombrables tragédies individuelles. En 2018, le docteur congolais Denis Mukwege et la Yézidie Nadia Murad obtiennent le prix Nobel de la paix. Ils n'ont cessé de le répéter : les droits sexuels sont fondamentaux et ils sont politiques. Le tabou qui entoure le vagin, qui entoure de manière générale les relations sexuelles, profite aux bourreaux et jamais aux victimes. Le mouvement #MeToo a eu une importance fondamentale à mes yeux. D'abord parce qu'il a battu en brèche les discours culturalistes consistant à dire que les violences faites aux femmes étaient l'apanage de certaines religions ou de certaines cultures. La misogynie est la chose la plus universelle du monde, j'en suis convaincue. Mais, plus largement, le mouvement #MeToo a permis

à de nombreuses femmes de briser le silence et faire passer la honte dans l'autre camp. Lorsque j'écrivais mon livre *Sexe et Mensonge* (Les Arènes), j'ai mesuré à quel point le système patriarcal avait réussi à inoculer aux femmes, et de manière générale à tous ceux qui veulent vivre librement, cette idée mortifère : « Tais-toi ! » En ouvrant le débat, en écrivant des livres, en donnant une voix à ceux qui vivent, au quotidien, sous le joug de lois iniques, il me semble que l'on peut changer les choses. Les droits sexuels ne sont pas des droits accessoires. Dans les pages qui suivent, on mesure à quel point le contrôle des corps participe de ce que les Maghrébins appellent *hogra* – la « malvie », l'indignité –, contre laquelle ils se sont souvent soulevés avec courage.

Depuis quelques mois, le débat autour de l'avortement, des droits des homosexuels et, plus largement, du droit de chacun au secret concernant sa vie intime s'est invité dans la vie des Maghrébins. Bien sûr, le poids des traditions, la peur du changement, le désir de certaines autorités de garder la main empêchent les choses d'évoluer. Mais je ne puis qu'être heureuse que le silence assourdissant qui m'a tant pesé soit aujourd'hui un peu fissuré et que des livres comme celui-ci y contribuent. Vivre et laisser vivre, faire confiance à chaque individu pour mener sa vie intime, rendre aux femmes le droit d'assumer une sexualité libre et consentie : voilà de quoi je rêve pour le Maghreb de demain.

Leïla SLIMANI

PROLOGUE

Je reviens de Tunis. Trois années à observer les amoureux. À les voir se cacher dans les endroits les plus inattendus, comme cet escalier d'une centaine de marches qui descend à la plage, à Sidi Bou Saïd, joli village perché à quinze kilomètres du centre de Tunis. Là où les peintres August Macke et Paul Klee firent halte et peignirent ce ciel aux nuances infinies. Ce passage qui conduit à la mer n'est pas un endroit agréable, il faut enjamber des détritrus, éviter les pierres cassées, trouver un bosquet sur le côté ou bien un endroit propre où s'asseoir et ce n'est pas aisé. Garçons et filles se tiennent par la main, esquissent un baiser, certains, on le voit, semblent pressés, le désir est là.

Les parkings aussi sont un refuge, un « local » comme ils disent. Le dimanche, quand les voitures sont garées les unes contre les autres, ils se font tout petits, juste derrière, tout près des pots d'échappement. Il y a mieux comme lieu de rendez-vous mais c'est discret, au moins les laisse-t-on tranquilles. Et puis il y a les parcs ou la célèbre corniche, si romantique, à Gammarth. Là, juste à leurs pieds, on voit la Méditerranée bleu azur. C'est un bel endroit pour se retrouver. Au printemps ou en hiver,

ils sont parfois une dizaine de couples, avec des jeunes femmes voilées ou non. Ils viennent de se rencontrer sans doute et flirtent ensemble : il y a des gestes de tendresse, des baisers furtifs qu'ils n'oseraient pas échanger dans les rues du centre-ville. L'endroit est excentré et peu de voitures passent dans la journée. Mais il faut surveiller celles de la police, le soir surtout, quand elle vient vérifier à l'intérieur des voitures ce que font les couples, s'ils sont légitimes ou non, mariés ou pas. Les amoureux vivent encore dans la peur. Pour un baiser échangé ou un geste de tendresse un peu appuyé, n'importe qui peut se retrouver en prison accusé d'« *attentat à la pudeur où d'atteinte à la morale publique* » (articles 226 et 226 bis du code pénal tunisien).

Ici, à Tunis, dans cette démocratie qui se construit, la révolution sexuelle n'a pas eu lieu. Le sexe, comme dans tout le Maghreb, est encore vu comme transgressif, tabou. Il est aussi, parfois, empreint de violence.

Pendant trois années, j'ai recueilli les témoignages de Tunisiens, Marocains, Algériens : des jeunes filles, des femmes, des hommes, des hétérosexuels ou des homosexuels. Leurs histoires m'ont bouleversée et surprise, tant elles sont éprouvantes. Plus sombres qu'on ne l'imagine, même si ceux qui les narrent savent y distiller de l'humour et une distance parfois déconcertante. Plus que des trajectoires intimes, elles racontent un pays, une culture, une religion et une époque. On se sent dans la France des années 1950 quand le poids de la tradition pesait sur les mœurs.

L'amour au Maghreb ressemble parfois à un sport de combat. Les jeunes Algériennes l'apprennent à leurs dépens, elles qui doivent slalomer dans les rues de la capitale, éviter les remarques, les attouchements, qu'elles

soient voilées ou non. Même les femmes en burqa se font interpeller, appelées « *Kinder surprises* ». Selon une étude d'ONU Femmes, 66 % des femmes auraient été harcelées sexuellement en Algérie. Dans ces rues, comme à Tunis ou Rabat, l'amour est invisible. Rares sont les amoureux qui se tiennent la main, les chambres d'hôtels sont interdites aux couples non mariés. Le concubinage, en Tunisie, est passible de six mois de prison, la conjointe « illégitime » pouvant être accusée de prostitution. Au Maroc, les relations sexuelles hors mariage sont punies jusqu'à un an d'emprisonnement (article 490 du code pénal marocain) et l'avortement y est interdit. Le touriste heureux qui se promène à Marrakech ne soupçonne pas que chaque jour, dans les rues du royaume, des nourrissons sont abandonnés dans des cartons ou des sacs en plastique. Vingt-quatre en moyenne, selon l'Insaf (Institut national de solidarité avec les femmes en détresse). Un chiffre qui date de 2012 et serait sous-estimé. Quotidiennement, la police et les passants découvrent ces nouveau-nés, parfois morts ou blessés, agressés par des chats ou des rats. Les orphelinats sont saturés ; « ces enfants de la honte » viennent grossir les rangs de ceux qui errent dans les villes du Royaume.

Sur les épaules des femmes tunisiennes, marocaines ou algériennes pèsent aujourd'hui encore de lourdes contraintes : la virginité est pour la majorité d'entre elles la marque d'une femme idéale ou tout au moins fantasmée. Pourtant, les couples n'attendent pas le mariage pour s'aimer. Selon une étude de l'observatoire des couples et de la famille en Tunisie, 80 % des hommes tunisiens et 56 % des femmes auraient eu des relations sexuelles sans être mariés. Au Maroc, 50 000 enfants naissent tous les ans hors mariage ; quant

à l'âge des noces, il ne cesse de reculer. En Algérie, selon l'Organisme national de statistiques, en quarante ans (1966-2006), il est passé de 23 ans à 33 ans pour les hommes et de 18 à 29 ans pour les femmes.

Alors, où sont les vierges ? Les jeunes femmes s'arrangent, donnent le change. Pour preuve, les indiscretions des gynécologues qui racontent ces opérations de reconstruction de l'hymen de plus en plus fréquentes, quand l'été approche et qu'arrive la saison des mariages. Ils les pratiquent à l'hôpital ou dans leurs cabinets, à l'abri des regards. Parfois, le futur mari est au courant mais si la famille demande à « voir le drap », le sang de la déflo-ration, les apparences seront sauvées. Dans le Maghreb, le mariage est encore le sésame d'une vie amoureuse et sexuelle libre. Se marier, c'est ne plus craindre la pression sociale, ne plus être surveillée, ne plus risquer de se faire traiter de *bayra* (périmée) à partir de 35 ans.

Mais le mariage peut aussi être source de grandes déconvenues. Le corps de l'autre est pour certains une « terra incognita » et le plaisir féminin méconnu. En Tunisie, où la sexologie est une spécialité toute récente (2014), les cabinets des spécialistes voient passer de jeunes couples, fraîchement mariés et désespérés par leur nuit de noce. Ils consultent pour une panne, l'absence de plaisir, un blocage. L'éducation sexuelle est quasi inexistante. En parler est parfois considéré comme une façon de « pousser au vice », d'où ce cercle infernal du non-dit et de l'ignorance. Une omerta qui tait de nombreux abus. En Tunisie, huit cents cas de viol sont déclarés tous les ans, selon le ministère de la Justice, 80 % concernent des jeunes filles mineures. Mais la majorité d'entre elles ne porte pas plainte.

J'ai rencontré aussi ceux qui n'ont pas le droit à l'amour.

Lesbiennes et homosexuels se terrent, victimes d'une homophobie partagée par une grande partie de la société, de toutes tendances, islamistes comme modernistes, jeunes, vieux, voilés ou non, bourgeois ou nom. Dans ces trois pays du Maghreb, ils risquent trois années de prison pour « homosexualité masculine et féminine ». Victimes d'injures et d'agressions presque quotidiennes, ils rasant les murs, perçus comme « des sous-hommes » qui portent atteinte à la virilité. Ou à l'image que certains s'en font. Au Maroc, un couple d'homosexuels a été lynché par des voisins à Beni Mellal en 2016. Les images de ces hommes ensanglantés ont fait le tour des réseaux sociaux. En Tunisie, 120 homosexuels auraient été arrêtés en 2018, selon l'association Shams. Beaucoup fuient leur pays, ceux qui restent risquent leur liberté, leur vie parfois. Leur combat est héroïque.

Étonnamment, nombreux sont ceux et celles qui ont envie de parler d'amour et de sexe. Signe d'une parole qui se libère – même si beaucoup ont souhaité rester anonymes –, raconter le pire ne les effraye plus : les abus, les harcèlements, les agressions. Raconter l'amour aussi. Mais ce n'est pas aussi simple car, au Maghreb, même si l'on a facilement le verbe haut, la pudeur est très forte, les sentiments amoureux peu exprimés. Raconter enfin les lois liberticides qui les obligent à mentir, à se cacher et les traditions d'un monde machiste. Cette société patriarcale donne encore à l'homme un pouvoir important. Un machisme que certaines mères contribuent à faire perdurer.

Le poids de la religion apparaît en filigrane. Elle n'est pas omniprésente, mais on la sent poindre dans la plupart

des témoignages. Au Maroc, où le roi Mohammed VI est le Commandeur des croyants, nombreux sont ceux, militants, médecins, responsables associatifs, qui dénoncent une régression, un retour au puritanisme, dû entre autres au poids des islamistes (le Parti de la justice et du développement), majoritaires au Parlement, et dont plusieurs ministres sont issus. Les libertés individuelles y sont plus restreintes qu'en Tunisie, les lois plus répressives. En Algérie, où l'islam est aussi religion d'État, les femmes sont au premier rang aujourd'hui pour crier leur volonté de mettre fin au « code de l'infamie », un code de la famille archaïque, inspiré de la charia, la loi coranique qui fait d'elles d'éternelles mineures, dépendantes de leur conjoint ou de leur père. Un combat pour la liberté des corps indissociable de celui mené pour les libertés politiques.

Dans les trois pays, la dualité du *haram* (interdit) et du *halal* (autorisé), interdits religieux, codifie les comportements. Ce qui est licite ou non est intériorisé par les Tunisiens, Marocains ou Algériens, même si ce n'est pas toujours en accord avec les textes. Pour l'islamologue tunisienne Olfa Youssef, « *la majorité ne connaît pas le Coran, très peu le lisent et dans ce cas, ils n'en ont que l'interprétation rigide qu'on leur a inculquée. C'est un conditionnement. Il y a tout un travail de déconstruction à faire* ». Elle cite notamment l'homosexualité qui, selon elle, n'a jamais été clairement interdite mais que certains exégètes se sont empressés d'interpréter comme le pire des péchés. Pour sa lecture libérale et sans tabou des textes sacrés, l'islamologue est régulièrement menacée. Jacqueline Chabbi, historienne, professeur en études arabes, dit craindre un repli sur le passé et souligne qu' « *il faut mettre le Coran en regard de sa société puisque la première cible ce sont les hommes du VII^e siècle en Arabie, à La Mecque et à Médine. C'est très dangereux de vouloir*

appliquer à une société des règles du VII^e siècle que l'on interprète comme des interdits ». Elle cite les sociétés de l'islam classique où « *existait une grande littérature du plaisir, avec une sexualité joyeuse et débridée, de la poésie bachique répandue en arabe, en persan et en turc* ». Quant aux « *houris* » du paradis, « *ces représentations fantasmées des lieux de plaisirs terrestres, ils sont peuplés de filles offertes et désirantes et de jeunes éphèbes servant le vin* ».

Aujourd'hui, dans le Maghreb, femmes et hommes ne sont pas encore libres de s'aimer au grand jour, mais il y a comme un frémissement, une volonté de la jeunesse de s'affranchir des carcans. Dans les immenses cortèges qui secouent l'Algérie, en ce printemps 2019, on voit souvent au premier rang des jeunes femmes, le visage dégagé et le regard fier. Elles sont les plus intéressées à une révolution qui créerait enfin une brèche dans le carcan patriarcal qui les étouffe.

Et la Tunisie pourrait en être le moteur. La Commission des libertés individuelles (Colibe), instituée par le président de la République Beji Caïd Essebsi, a déposé devant le Parlement une série de propositions de loi qui pourraient rendre obsolètes certains interdits, dont le concubinage et l'homosexualité.

Ce pays, seule démocratie du monde arabe, fait figure de pionnier en matière de droits des femmes. Habib Bourguiba, père de l'indépendance, les autorise à avorter en 1973, un an avant la France. Dans cette nation de douze millions d'habitants, une autre révolution est en marche. Un simple espoir ? Peut-être, mais il y a une promesse, comme celle des Algériennes aujourd'hui qui disent leur volonté de changement.

L'amour, la sexualité, c'est l'autre combat pour la liberté dans le Maghreb. Un printemps pour l'amour ? La jeunesse y aspire.